



NOTATION DE MOODY'S

Éviter de perdre l'Investment grade pour maintenir l'attractivité du centre financier

LE CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL DE MAURICE SERAIT EN PERTE DE VITESSE ET LOIN DES RÉALITÉS INTERNATIONALES, D'APRÈS LE DISCOURS-PROGRAMME DU GOUVERNEMENT. CE N'EST PAS LA DERNIÈRE ÉVALUATION DE MOODY'S QUI ARRANGERA LES CHOSSES. L'ATTRIBUTION DE LA NOTE BAA3 AVEC UNE PERSPECTIVE NÉGATIVE PRÉOCCUPE LES OPÉRATEURS ET RAPPELLE L'URGENCE DE REDONNER UN NOUVEAU SOUFFLE AU CENTRE FINANCIER.

YARRICK BOURQUIN

DANS son dernier rapport d'évaluation, Moody's a maintenu la note souveraine de Maurice à Baa3, avec une perspective négative. Une décision qui donne un peu de répit au gouvernement dans son objectif de relancer l'économie, car le pays préserve son Investment grade. Toutefois, cette perspective négative qui a été attribuée n'est pas de bon augure pour une juridiction qui mise sur la force de son centre financier pour diversifier et dynamiser l'économie, ou encore rivaliser avec la concurrence internationale.

«Maurice est l'un des

deux pays d'Afrique à disposer d'une notation Investment grade, ce qui constitue un atout stratégique. Ce statut confère à notre juridiction de la crédibilité, ce qui, à son tour, consolide la confiance des investisseurs internationaux. La notation actuelle ne remet donc pas en question le rayonnement du Mauritius International Financial Centre (MIFC) comme une plateforme privilégiée pour structurer et sécuriser les investissements en Afrique et vers d'autres juridictions», avance le CEO de Mauritius Finance, Faraz Rojdi. Cependant, il concède que la révision de la perspective par Moody's à négative «met en évidence des défis budgétaires qui nécessitent une

réponse immédiate et proactive».

Le CEO de Mauritius Finance poursuit en soulignant que la plupart des institutions financières de développement (DFI) investissant en Afrique utilisent aujourd'hui Maurice comme un hub, ce qui témoigne de la confiance accordée au cadre réglementaire et à la stabilité macroéconomique du pays. «Toutefois, toute fragilisation de notre notation pourrait affecter cette dynamique en rendant la juridiction moins compétitive», précise-t-il.

Une notation qui suscite de vives inquiétudes car une Baa3 avec une perspective négative est la note la plus basse pour un pays ayant un Investment grade.

Si Moody's abaisse la note souveraine du pays d'un cran, on passera à la note Ba1, ce qui signifie que les obligations de l'État mauricien seront considérées comme «junk» et qu'on perdrait notre Investment grade.

De l'avis d'Amit Bakhtia, le CEO d'Anneau, perdre notre Investment grade équivaldrait à «un tsunami financier qui frapperait nos côtes. Les conséquences seraient un affaiblissement des bilans du secteur bancaire et la dégradation des notations de toutes les banques commerciales, l'aggravation des déficits des comptes courants, l'affaiblissement de la balance des paiements, des réserves internationales nettement plus faibles,

ce qui signifie une roupie encore plus faible entraînant une forte inflation importée ; forçant la spirale catastrophique de notre monnaie encore plus profondément. Il est aussi important de noter que les déclarations de politique d'investissement (IPS) de plusieurs fonds du G20 interdisent les dépôts en espèces et les investissements dans les juridictions financières souveraines notées 'junk'. Enfin et surtout, les primes de risque dans l'économie et donc les coûts d'emprunt pour tous : l'État souverain, les entreprises privées, ou encore les ménages devraient augmenter en raison de la solvabilité plus faible du pays».

AU BORD DU PRÉCIPICE

Clensy Appavoo, CEO et Senior Partner de HLB Mauritius, confirme aussi que plusieurs conséquences négatives surviendront si Maurice perdait son Investment grade. «Il est vrai que tout le monde, allant du gouvernement, en passant par le secteur privé et surtout les banques et les gestionnaires dans le secteur financier, ont soufflé le chaud et le froid en attendant ce rating de Moody's. Nous sommes soulagés quoiqu'on arrive un peu au bord du précipice», indique-t-il. Pour cause, des obligations d'État classées comme junk signifieraient une hausse des coûts d'emprunt, ce qui entraînerait une augmentation des taux d'intérêt sur les emprunts gouvernementaux et privés, re-



AMIT BAKHIRTA (CEO D'ANNEAU)

présentant un risque accru pour les investisseurs. Il rappelle, par ailleurs, que cette restriction pour des dépôts et des investissements dans des obligations classées *junk* pourrait causer une diminution des flux d'investissements étrangers vers Maurice. En plus de l'impact sur le secteur bancaire avec une dégradation de la note, c'est avant tout la crédibilité de Maurice comme centre financier stable et fiable qui prendrait un coup, «ce qui pourrait détourner certains investisseurs au profit de juridictions concurrentes comme Singapour ou Dubaï ou d'autres centres émergents».

Effectivement, en évoluant dans un environnement de plus en plus compétitif, avec des juridictions qui ont déjà pris une longueur d'avance sur Maurice, et



FARAZ ROJID (CEO DE MAURITIUS FINANCE)

d'autres qui émergent, une perte de l'Investment grade mettrait le centre financier international de Maurice sur la sellette, alors qu'il ambitionne notamment de devenir la plateforme de prédilection pour canaliser les investissements vers l'Afrique. Faraz Rojid souligne, à cet effet, que le maintien du statut d'Investment grade reste un atout majeur pour préserver notre positionnement, d'autant plus que nous sommes la seule juridiction avec un secteur des services financiers développé à disposer d'un tel atout en Afrique. Toutefois, la révision de la perspective à négative souligne des vulnérabilités économiques qui pourraient affecter la perception des investisseurs.

Pour Amit Bakhiarta, cela implique que Maurice aura besoin



CLENSY APPAVOO, CEO ET SENIOR PARTNER DE HLB MAURITIUS

de fournir des services supplémentaires plus efficaces et un régime fiscal plus bas et plus attractif par rapport aux concurrents afin de maintenir cet avantage concurrentiel qui s'affaiblit.

Il estime, par ailleurs, que le pays doit être capable de développer davantage de relations bilatérales avec les principales économies africaines et d'accroître sa présence au niveau des organisations commerciales régionales comme la SADC et le COMESA, mais aussi au niveau de l'Union africaine.

Cette perspective négative est déjà une épée de Damoclès dont il faudra se débarrasser au plus tôt, car pouvant déjà influencer les perceptions des investisseurs sur la juridiction mauricienne, et engendrer un effet de méfiance, même avant une éventuelle rétrogradation, comme le fait comprendre Clensy Appavoo. Cela pourrait déjà inciter des multinationales, Family offices et fonds d'investissements à privilégier d'autres juridictions perçues comme plus sûres. Cela sans rappeler que Maurice fait face à une concurrence féroce d'autres centres financiers comme Dubaï, le Maroc ou encore Johannesburg dans la région.

Des réformes économiques majeures attendues

Le gouvernement a fait part de la nécessité de mettre en œuvre un programme de consolidation fiscale ainsi que des réformes économiques majeures pour éviter une éventuelle dégradation de la note souveraine. Des mesures fortes et crédibles devront ainsi être adoptées pour rectifier le tir. Pour Clensy Appavoo, un engagement fort envers la discipline budgétaire, la transparence et la diversification économique peut aider à restaurer la confiance des investisseurs et renforcer la position de l'île comme un centre financier de référence pour l'Afrique. Des mesures stratégiques imminentes consisteraient notamment à accélérer la consolidation fiscale, ce qui comprend une réduction du déficit budgétaire, une réforme fiscale et un contrôle accru des dépenses publiques.

Faraz Rojid avance, pour sa part, que la modernisation du centre financier international de Maurice reposera sur l'innovation technologique et la diversification des services financiers, notamment en consolidant le créneau de la finance durable, le secteur de la fintech et l'investissement à impact. «L'amélioration du Virtual Asset and Initial Token Offering Services Act et d'autres cadres réglementaires garantira aussi une meilleure intégration des actifs numériques et de la finance digitale dans notre écosystème financier», soutient-il. De son côté, Amit Bakhiarta recommande l'adoption d'un plan de consolidation budgétaire intelligent dans les 12 à 18 prochains mois avec des efforts pour recapitaliser la Banque centrale, afin de pouvoir défendre la monnaie et faire face aux taux d'intérêt. De plus, estime-t-il, il faut recapitaliser un certain nombre d'organismes publics et privés liés au gouvernement.